

Le modèle de la Scop-ti fait ses preuves en pleine crise

ÉCONOMIE

« Nous visons l'équilibre budgétaire en 2021 », déclare le toujours aussi combatif Olivier Leberquier, le président de la Scop-ti des ex-Fralibs. Point d'étape masqué, mais sans filtre.

Par un bruit dans l'usine de la société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions (Scop-Ti), il est 18h et des brouettes, les derniers salariés et coopérateurs quittent le site, seul Olivier Leberquier, le président, nous accueille à l'entrée. « Nous n'avons pas attendu... Dès la fin février, nous avons mis en place un protocole très strict, et un nettoyage renforcé », présente-t-il d'emblée, pour expliquer le calme apparent du lieu. « Deux équipes se relayent de 6h à 11h et de 12h à 17h », poursuit-il. « comme nous n'arrêtons pas les machines dans l'entre-deux, les autres salariés, des "services supports" - comptabilité, gestion, moi-même - faisons tourner l'usine... Nous sommes tous polyvalents ! » Petit tacle glissé, tout en douceur, pour ceux qui n'ont pas encore saisi toute la spécificité de ce modèle d'entreprise.

« Ça fait dix ans. Et on est toujours là. » Dix ans depuis l'annonce de la fermeture de l'usine par Unilever. Six ans, depuis les réembauches. « Parmi les 76 ex-Fralib qui se sont battus jusqu'au bout pour la création de la Scop, 58 sont devenus coopérateurs, et 46 en sont salariés. Nous avons décidé en 2014 de rebaucher ceux qui le voulaient, car personne ne devait rester sur le bord de la route... Sauf que « nous avons dû attendre quasiment un an, avant de pouvoir relancer la production... Durant ce laps de temps, l'entreprise payait les salaires, les coûts fixes, les cotisations... Sans aucune rentrée d'argent. Et cette "année blanche", nous la payons encore aujourd'hui ».

Bio et circuits courts

Ceci dit, en quelques années, les Scop-Ti en ont fait du chemin. Le chiffre d'affaires de 467 000 euros en 2015, frôlait les 4 millions d'euros, en 2019. « Nous pensions arriver à l'équilibre en 2020, mais il faudra sans doute encore attendre 2021 », envisage Olivier Leberquier, en examinant une grande double feuille où figurent les chiffres clés de l'entreprise. « Notre chiffre d'affaires devrait progresser entre 6 et 8 % en 2020 », soupèse-t-il.

La Scop-Ti a été impactée



Face à l'épidémie, « nous avons pris des mesures sanitaires très strictes, dès la fin février », précise Olivier Leberquier, le président de la Scop-Ti. PHOTO S.F.

par la crise sanitaire, à plus d'un titre. « Certains de nos projets ont été retardés. Nous aurions dû lancer la gamme de vrac au premier trimestre. » Elle tient d'une démarche « éco-responsable » : « les gens pourront acheter sur notre site des boîtes métalliques à remplir avec les "éco-recharges" vendues dans les magasins et le site » précise-t-il. « J'espère que les boîtes seront disponibles en début d'année. » Deuxième incidence, « une grande partie de la distribution de notre marque se fait par le réseau militant : associations, Amap, partis politiques, comités d'entreprise, collectifs. En 2019, cela correspondait à 35 % du chiffre d'affaires. C'est énorme. Et du coup, tout ce réseau-là a été confiné... » Enfin, « nous avons eu beaucoup de commandes de marques de distributeurs », paradoxalement, « cela nous rapporte moins que

nos propres marques ». Mais ça fait aussi tourner l'usine.

Nouveau tour de table

Malgré ça, l'entreprise continue d'étoffer sa gamme, bio, notamment, avec des matières premières régionales : menthe, verveine, tilleul-menthe, viennent de la Drôme, comme le tilleul des Baronnies, ou de Trets, à l'instar de la nouvelle « infusion au thym » bio. Le circuit court était un des engagements premiers lors du lancement de la Scop. Pour soutenir toute une filière. « Nous travaillons à un tour de table qui devrait se tenir en décembre, avec France Active, la Métropole, la Région Sud, la Direccte et nos banques, pour nous aider, et discuter des investissements pour nos projets ». Et aller de l'avant.

S.F.

Pour toute information et des idées cadeaux : www.1336.fr

LA CIOTAT

La manif de la colère désormais en ligne

Micro ouvert à la manif de la colère, organisée samedi dernier, sur l'esplanade du 8 mai 1945. Enseignants, commerçants, Gilets jaunes, soignants, militant d'Attac, ou mères de famille et simples citoyens ont pu faire entendre leurs inquiétudes, doutes et colère face à la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement. Le tout est à retrouver dans la vidéo mise en ligne en début de semaine par Philippe Bonneau. L'initiative a été organisée par plusieurs structures : Causes communes 13600, le Cercle de la renaissance, Citoyens en colère, le Conseil national de la nouvelle résistance (CNNR), un collectif d'enseignants, les Gilets jaunes de La Ciotat et le PCF. Entre 150 à 200 personnes ont participé à ce rassemblement, autorisée par la préfecture des Bouches-du-Rhône, parmi lesquelles les conseillers municipaux Mariann Chrétien et Karim Ghendouf (PCF). Celui-ci a pris la parole, pour rappeler la nécessité de « faire converger nos luttes ».

Le budget des fêtes aux habitants et commerçants

Lionel Giusti, élu municipal d'opposition et fondateur du mouvement « Les Ciotadens » propose « de distribuer le budget des festivités annulées en raison de la crise sanitaire pour soutenir le commerce local ». Avec « la remise sous forme de bons d'achat à utiliser chez les commerçants de la ville ». « Il y a à La Ciotat des habitants qui se trouvent dans une situation sociale gravissime, et de nombreux commerçants risquent de mettre la clef sous la porte », insiste-t-il.

Les socialistes et la gestion du Covid

Les conséquences de cette pandémie « ont fait qu'on demande beaucoup d'efforts aux personnels soignants, aux professeurs, au monde de la culture, mais aussi aux petits commerçants et restaurateurs (...) sans oublier tous ceux dont les rémunérations ont baissé ou ont été réduites à zéro », indique la section PS dans un communiqué. « Il nous semble normal que la solidarité nationale joue pleinement son rôle, à la fois par des aides et en veillant à ce que les assurances et les banques jouent leur rôle. Il fut un temps où les Français ont payé pour sauver leur système bancaire, il serait normal qu'à leur tour, elles soient solidaires », conclut-elle.

Les terrains dans la balance

« Le projet de rachat des bâtiments et des terrains du site par un collectif de mutuelles, est toujours en route », stipule Olivier Leberquier. Ceux-ci avaient été préemptés et rachetés par la Métropole en 2012, et font l'objet d'un bail. « La vente, prévue le 18 novembre, a été reportée. Nous sommes en discussion avec la Métropole, concernant les loyers. Nous espérons que la question soit réglée d'ici la fin de l'année. » L'enjeu économique est de taille, cela permettrait à la Scop de réduire la facture de 240 000 euros à 100 000 euros, après une première année blanche de loyers.

S.F.